

# ALERTE OTAN !

Belgique- Belgique  
P.P.  
1050 Bruxelles 5  
1/17024  
P 301185

Bulletin trimestriel du Comité de Surveillance OTAN  
N°56 -1er trimestre 2015

## Sommaire

### —IRAK - SYRIE

P3 - Coalition contre Daesh

### —CAMPAGNE

P4 - Campagne contre le renouvellement des F-16

### —UKRAINE

P6 - L'OTAN mobilise 30.000 hommes à la frontière russe

P7 - Les accords de Minsk

P7 - La guerre, nous la payons

P8 - Victoria Shilova: « Je suis leader du mouvement anti-guerre »

### —LIBYE

P9 - Les incendiaires crient au feu

P10 - Un protégé de l'OTAN à la tête de l'état islamique

P11 - La guerre juste de la Belgique?

### —AFGHANISTAN

P13 - L'échec cinglant de 13 ans de guerre

## Editorial

### L'armée belge reformatée selon les besoins de guerre de l'Otan

Le secrétaire général-adjoint de l'OTAN pour la Politique de Défense et Planification, M. Heinrich Brauss, vient de rencontrer discrètement le ministre belge de la Défense, Steven Vandeput. A la veille de la présentation de la «Note d'orientation sur la réforme de l'armée belge» au conseil des ministres, les recommandations - ou faudrait-il dire les instructions- de l'Otan ne manqueront pas de peser lourd sur les propositions gouvernementales et sur le débat parlementaire qui devrait suivre.

Le porte-parole de l'Otan a «conseillé» à la Belgique de restreindre fortement sa force navale, de renforcer son aviation, de réduire de 3/4 ses forces terrestres, de moderniser le 1/4 restant en équipements et capacité de réaction ultra-rapide, et enfin d'accroître le budget militaire pour se rapprocher des contributions des autres pays à l'Otan.

Ces recommandations interviennent à un moment clé pour la Belgique, puisque cette réforme de l'armée se concocte en même temps que

les décisions à prendre pour le remplacement des F-16. On voit plus clairement qu'il ne s'agit pas ici de discuter les termes plus ou moins avantageux d'un contrat pour l'achat ou non des F-35 qui devraient remplacer des F-16, arrivés en bout de course, ni seulement d'une dépense trop élevée en temps de crise, mais de nous soumettre à la stratégie militaire de l'Otan, d'accepter ou non cette fuite en avant vers une nouvelle guerre mondiale.

L'importance accordée par l'Otan aux forces aériennes est stratégique et fonction des missions de guerre que l'Alliance organise ou soutient, dans le présent et dans le futur. Il en est de même pour les forces dites de terrain: l'Otan est en train de constituer sa force de réaction rapide, capable de se déployer en quelques jours sur n'importe quelle partie du globe. Pour cela elle a besoin de relativement peu de soldats au sol, mais ils doivent être très performants et équipés de matériel très sophistiqué, pouvant être déplacés rapidement dans les gros avions de transport et elle a besoin de cette flottille d'avions de combat très

sophistiqués et capables de transporter et lancer toutes les nouvelles armes mortifères inclus les bombes atomiques, que ce soit les F-16, ou les F-35 américains ou ceux fabriqués par l'industrie militaire européenne. Telles sont les missions dans lesquelles l'Otan est engagée ou qu'elle soutient, ou qu'elle se prépare à lancer prochainement: que ce soit en Irak et en Syrie, au Yémen ou en Libye, au Soudan, au Mali, au Niger. Bientôt la guerre reprendra de plus belle en Afghanistan, les préparatifs de guerre sont de plus en plus pressants en Ukraine.

A quoi ont donc servi les bombardements massifs des F-16, à quoi ont servi les centaines de militaires belges envoyés dans toutes les missions de l'Otan ces dernières années? A ajouter la guerre à la guerre, à créer et entretenir le chaos dans toutes ces parties du monde.

Le gouvernement Michel vient de «découvrir» qu'il faudrait faire une économie supplémentaire de 1,3 milliards d'euros dans le budget de l'Etat, il veut les puiser dans les budgets de la Sécurité sociale! Et pourquoi pas dans les budgets de la Défense? Le remplacement des

avions de chasse F-16 par des F-35 coûterait 4 à 6 milliards à l'Etat, donc aux contribuables. Ce remplacement ne répond qu'au besoin de perfectionner la machine de guerre otanienne. Les plans stratégiques de l'Otan ne règlent pas les questions liées à la «lutte contre le terrorisme», et ne font qu'accroître les sentiments d'insécurité et ils ne répondent pas aux préoccupations ni aux intérêts de la population belge.

Il faut un changement radical de la politique extérieure et de la défense de notre pays et déjà cesser d'obéir au doigt et à l'œil aux ordres de l'Otan. Le «débat» sur la réforme de l'armée pourrait être l'occasion pour tous les partis et associations progressistes qui luttent pour la paix et s'élèvent contre les guerres de l'Otan, de proposer d'autres perspectives à la question: «quelle politique extérieure et de défense voulons-nous pour notre pays».

**Alerte OTAN**

22.03.2015

## **Pas de militaires-gendarmes de l'Otan à Bagdad ni à Bruxelles!**



Photo Lesoir

C'est dans les camps entourant l'aéroport international que se donnent diverses formations aux forces de sécurité irakiennes : ici un entraînement à la gestion de troubles publics, donnés à « Camp Dublin ». Photo Lesoir



Le 27 janvier dernier à Bruxelles lors d'une manifestation.

## Coalition contre Daesh

Le 11 septembre 2001, «Ils étaient tous Américains». Le 11 janvier 2015, «Ils sont tous Charlie!»

Après les attentats contre Charlie Hebdo à Paris, François Hollande avait invité de nombreuses sommités politiques à prendre part à la manifestation du 11 janvier 2015. Qu'est-ce que tous ces gens avaient à voir avec «la défense de la liberté d'expression? Le Secrétaire Général de l'Otan, Jens Stoltenberg, se trouve au premier rang! Ainsi que de nombreux chefs d'Etat qui ont constitué ou rejoint «la Coalition contre l'Etat Islamique», laquelle a décidé de prolonger sa mission, d'augmenter l'intensité et élargir les zones des bombardements sur l'Irak et la Syrie.



Selon les informations du journal Le Monde (19.2.2015), «cette coalition compte une soixantaine de pays, parmi lesquels une quinzaine prennent part aux frappes, les autres limitant leur soutien à une participation logistique, financière ou humanitaire. Au total, les forces de la coalition ont conduit, au 13 février, environ 2350 frappes sur des cibles de l'Etat Islamique, dont 1300 en Irak et 1050 en Syrie, d'après les chiffres de la Maison Blanche.» Parmi les pays participants, il y a les Etats-Unis, le Canada, la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie, plusieurs pays arabes – Jordanie, Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis, Bahrein, Qatar, Koweït-, le Maroc.

On ne peut manquer de constater que ces bombardements sont très sélectifs, détruisent entre autres des installations pétrolières, soi-disant principale source de financement de l'E.I., en vue de les rendre inutilisables par le gouvernement irakien dans le cas où l'armée reprend le dessus. En même temps, ils laissent Daesh avancer sur

de vastes territoires en Irak et en Syrie, et s'étendre dans d'autres pays, comme l'Egypte et la Libye.

Rappelons que la Belgique est de la partie. Le gouvernement Michel a prolongé la participation de la Belgique aux bombardements, sans consultation du parlement, et n'exclut pas une extension de la mission militaire belge sur la Syrie. L'image ci-dessous publiée par Le Monde.fr montre «des chasseurs F 16 des Emirats Arabes Unis sur une base jordanienne le 8 février (Petra/Reuters.) . Les six F 16 belges sont basés au même endroit. Les plus chers souhaits de l'ex-ministre de la Défense, Pieter De Crem se trouvent ainsi exaucés, quand il recommandait à la Belgique de répéter les «opérations type Libye qui avaient si bien réussi»

Claudine Pôlet

### MAILING LISTE ALERTE OTAN

Le Comité Surveillance OTAN anime une liste d'information par e-mail, où sont publiés régulièrement infos et commentaires au sujet de la politique de guerre otanienne.

Pour s'inscrire, il suffit d'envoyer un e-mail vide à l'adresse [alerte\\_otan-subscribe@yahoogroupes.fr](mailto:alerte_otan-subscribe@yahoogroupes.fr)

## Contre le renouvellement des avions de chasse

La Belgique est prête à dépenser 6 milliards d'euros pour « assumer ses responsabilités »

Alors que l'austérité budgétaire est érigée en orthodoxie politique, les partis de la majorité – rejoints par certains dans l'opposition –, s'activent pour remplacer les avions de chasse de l'armée belge.

L'objectif ? Acheter 40 nouveaux chasseurs-bombardiers. Le coût ? 6 milliards d'euros<sup>1</sup> ; sans compter les frais d'entretien qui s'élèveraient à 288 millions d'euros par an, soit la moitié du budget de la défense ! Nos représentants politiques, qui s'échinent à trouver 11 milliards d'économie d'ici à 2018, seraient prêts à une telle dépense afin que la Belgique puisse « continuer à assumer ses responsabilités pour l'édification d'un monde plus stable et plus en paix ».

Ainsi, une volonté politique existerait-elle en Belgique pour travailler à un monde plus en paix, alors que les moyens manquent pour assurer la paix sociale dans notre pays ? La réponse serait probablement oui, si l'on accepte l'idée que des avions de chasse peuvent d'une quelconque manière participer à l'édification de la paix dans le monde. Or, plus loin que les entreprises destructrices et profondément déstabilisatrices de nos avions F-16 en Afghanistan, en Libye ou en Irak, les causes fondamentales de la violence et des guerres sont clairement identifiées qui nécessitent une action concertée de la « communauté internationale ».

Si la Belgique est prête à dépenser sans compter pour la paix et la stabilité, voici ce qu'elle devrait faire pour s'assurer que son argent – notre argent – ne soit pas gaspillé...

### Au niveau international

Depuis 2005, les Nations-Unies ont clairement identifié les menaces principales à la paix ; les causes fondamentales de la violence et des guerres. Celles-ci sont d'abord d'ordres socio-économiques : la pauvreté, les maladies infectieuses et la dégradation de l'environnement. Ces trois menaces fournissent le terreau du terrorisme et de la criminalité organisée ; en même temps qu'elles sapent les fondements des États qui en sont victimes.

Or, on sait par exemple qu'un milliard de personnes n'ont pas accès à une eau potable et 2,4 milliards de personnes n'ont pas accès à des installations d'assainissement appropriées. Ce manque d'accès est l'une des causes principales des maladies infectieuses. Pour réduire ce chiffre de moitié, il faudrait entre 9 et 22 milliards de dollars (en fonction des estimations).

Les soins nécessaires à l'endiguement du virus Ebola ont été évalués par l'Organisation Mondiale de la santé à 325 millions de dollars, soit l'équivalent de l'achat de deux avions de chasse.

Mais ce n'est pas tout. Le « non achat » d'un avion de chasse pourrait être utilement alloué à la protection de 37.500 hectares de forêt, à la livraison par la Croix-Rouge de 2 millions de colis alimentaires ou encore à l'accueil pendant un an de 11609 demandeurs d'asile ! Oui, rien que ça !

### Au niveau national

Depuis quelques années, nous sommes confrontés à l'intérieur de nos frontières au phénomène d'extrémisme violent (tueries de Charlie Hebdo, attentats déjoués à Verviers, départs massifs de jeunes belges vers la Syrie et l'Irak).

Ici aussi, la violence est une conséquence de malaises profonds vis-à-vis de notre société et de la manière dont elle organise le construire ensemble. Comme la « lutte contre le terrorisme » à l'échelle internationale, la « lutte contre le radicalisme » chez nous ne s'attaque qu'aux conséquences d'un phénomène aux racines socio-économiques – et non pas communautaires ou identitaires – multiples.

A l'image des causes fondamentales de la violence identifiées par l'ONU, l'extrême ressentiment observé à l'intérieur de nos frontières, exacerbé par la brutalité des politiques austéritaires, doit s'analyser dans le registre social et économique qui lui donne corps : ségrégation sociale, ségrégation spatiale, exclusion socio-économique, politique du logement, politique carcérale, système



## **GEEN** nieuwe gevechtsvliegtuigen **PAS DE** nouveaux avions de chasse

éducatif, discriminations, détricotage des services aux personnes, politique internationale du « deux poids, deux mesures », etc. Un ensemble de phénomènes qui entraînent une perte de confiance dans nos institutions et une perte de sens dans la co-construction de notre vivre-ensemble.

Si une bombe ne peut pas apporter la paix, retirer la nationalité n'empêchera pas un individu d'entrer dans un processus d'extrémisme violent. La lutte contre l'extrémisme violent à l'intérieur de nos frontières doit être le même que celui qui devrait prévaloir au niveau international : travailler à une société harmonieuse où chacun a la chance de rechercher son bonheur. 6 milliards d'euros pourraient très utilement y être alloués !

Ainsi, plusieurs études dont la CNAPD s'est fait le relai au travers de son outil « Ma ville, mon quartier », soulignent exemplairement que la sacro-sainte « mixité sociale » n'existe plus que dans les discours politiques : gentrification des communes paupérisées, exode et concentration des pauvres dans certaines communes de Bruxelles et de sa périphérie (« ségrégation socio-spatiale »), entre-soi de plus en plus affirmé des communes riches, etc. Or, à titre d'exemple, à l'heure où la construction de logements sociaux n'est pas la priorité budgétaire des communes (et encore moins des communes aisées), le « non-achat » d'un seul avion de chasse permettrait d'en construire 1314 !

Dans le même registre, l'achat d'un chasseur-bombardier correspond à la consommation énergétique de 294.944 ménages de quatre personnes.

En ce qui concerne les jeunes ? Le « non-achat » d'un de ces avions permettrait d'allouer une bourse universitaire à 290.697 personnes, à construire 156 parcs publics ou 150 maisons de jeunes.

Bien sûr, l'on nous rétorquera que « comparaison n'est pas raison », que ces différentes dépenses ressortent du budget des entités fédérées, qui entretiennent une relation absolument platonique avec les dépenses du fédéral, etc. Nous sommes au courant, merci.

Il n'empêche qu'une volonté politique – largement partagée – existe pour dépenser 6 milliards d'euros dans des appareils qui font quotidiennement la preuve de leur inutilité. Une question toute simple émerge donc dans la tête d'esprits sûrement un peu étroits : pourquoi une telle volonté ne se concrétise-t-elle pas pour organiser des dépenses réellement productrices de paix, de non-violence et de solidarité ?

Tant la « lutte contre le terrorisme », que la « lutte contre le radicalisme » nous rappellent à quel point nous sommes tous responsables de la sécurité les uns des autres. Et cette entente s'apprécie à l'épreuve des faits.

1 Le chiffre le plus souvent annoncé publiquement est de 4 milliards d'euros. Celui-ci est certainement très en-dessous de la réalité quand on analyse les contrats déjà passés par d'autres pays pour l'achat de F-35 ou de Rafale.

Site CNAPD

*Publié en février 2015*

## L'Otan mobilise 30.000 hommes à la frontière russe

Pour les ministres de la Défense de l'Otan, réunis hier à Bruxelles, cela a été « une journée très intense ». Après la rencontre bilatérale dans laquelle le ministre étasunien de la défense Chuck Hagel a transmis les instructions au secrétaire général de l'Otan

Jens Stoltenberg, s'est tenue une réunion du Groupe de planification nucléaire (auquel participe aussi l'Italie, en violation du Traité de non-prolifération). On ne sait pas ce qu'il a décidé, puisqu'aucun communiqué n'a été émis. Mais, comme Washington a réaffirmé que l'« Otan restera une alliance nucléaire », on peut déduire qu'il a été décidé d'accélérer la « modernisation » des forces nucléaires USA déployées en Europe (Italie comprise) et la potentialisation des françaises et britanniques. S'est ensuite réunie la Commission Otan-Géorgie, appréciant la contribution géorgienne aux opérations en Afghanistan et à la « Force de riposte de l'Otan » (viatique pour l'admission désormais certaine de la Géorgie dans l'Alliance).

Après ces prémisses constructives, s'est déroulée la réunion du Conseil Nord Atlantique avec la participation des 28 ministres de la défense, annonçant que l'Otan a décidé de potentialiser ses forces militaires pour conduire « la gamme entière de missions » et « affronter les défis provenant de toutes directions ». Avec une référence particulière à l'Ukraine, où « la violence s'accroît » parce que « la Russie continue à violer les normes internationales en soutenant les séparatistes » et à l'« extrémisme violent qui est en train de se répandre en Afrique du Nord et au Moyen-Orient ». Dans cet objectif sera potentialisée la « Force de riposte Otan », en la portant de 13 mille à 30 mille hommes et en établissant des unités de commandement et de contrôle dans six pays d'Europe orientale. En même temps sera formée une « Force de pointe », composée de 5 mille hommes, pouvant être déployée en quelques jours seulement.

L'Otan (et avec elle l'Italie) est donc en guerre sur deux fronts, oriental et méridional. Comment a-t-on pu arriver à cette situation ? Après la fin de la guerre froide, les USA se servent de l'Otan pour maintenir leur leadership sur l'Europe occidentale et en même temps conquérir

l'orientale. La Yougoslavie ayant été démolie par la guerre, l'Otan s'étend à l'est, en englobant tous les pays de l'ex Pacte de Varsovie, deux de l'ex Yougoslavie et trois de l'ex URSS. En entrant dans l'Otan, les pays de l'Est se retrouvent plus dépendants de Washington que de Bruxelles. Mais quelque chose grippe le plan de conquête : la Russie se remet en grande partie de la crise, établit des relations économiques croissantes avec l'Ue, en lui fournissant le gros du gaz naturel, et ouvre de nouveaux débouchés commerciaux avec la Chine. Ceci met en danger les intérêts stratégiques étasuniens. C'est là qu'éclate la crise en Ukraine : après avoir pris, par un travail de plusieurs années, le contrôle de positions clé dans les forces armées et entraîné les groupes néo-nazis, l'Otan promeut le putsch de Kiev. Elle oblige ainsi Moscou à se ranger dans la défense des Russes d'Ukraine, en s'exposant à des sanctions des USA et de l'Ue. Et les contre-sanctions russes, qui créent des dommages surtout à l'Ue, facilitent le plan du partenariat transatlantique pour le commerce et les investissements à travers lequel Washington essaie d'accroître l'influence étasunienne sur l'Union européenne.

Simultanément, sous conduite USA, l'Otan étend sa stratégie à l'Afrique du Nord et au Moyen-Orient. La démolition de la Libye par la guerre, l'opération analogue lancée en Syrie, la relance de la guerre en Irak, l'usage à double tranchant de formations islamistes (soutenues pour abattre les gouvernements pris pour cible, et donc utilisées pour justifier d'autres interventions armées) rentrent dans la stratégie USA/Otan.

**Manlio Dinucci**, Traduit de l'italien par M.A. Patrizio

*Publié le 06.02.2015 dans il manifesto*

# Les accords de Minsk

La récupération de Delbatsevo par les milices populaires de la République Populaire du Donbass a été possible parce que l'armée ukrainienne a refusé de se battre contre sa propre population. C'est un revers très sérieux pour le gouvernement de Porochenko et aussi pour les dirigeants de l'Union Européenne, des Etats-Unis, de l'OTAN. Les éléments de l'armée régulière qui étaient envoyés dans le Donbass par Kiev, ont rencontré une opposition très ferme de la part de la population de l'Est de l'Ukraine.

La fédération des républiques populaires du Donetsk et de Lougansk existe depuis avril 2014 et s'organise et mène une résistance acharnée pour affronter les forces militaires du gouvernement issu du coup d'Etat de Kiev de février 2014. Tandis que les medias commémorent le premier anniversaire de ce qu'ils appellent «la révolution de Maidan», les gouvernements européens ne se montrent pas du tout triomphants. Et pour cause: tout d'abord ils n'ont pas réussi à retourner leur «opinion publique» contre la Russie, ensuite toutes les sanctions décrétées contre elle se retournent en fin de compte contre eux-mêmes, les privant de débouchés et d'accords économiques dont ils auraient grand besoin pour «relancer» l'économie européenne profondément déprimée. Et enfin, l'Otan connaît un grand échec de son «partenariat avec l'Ukraine», puisqu'elle n'est pas parvenue à reformater l'armée ukrainienne pour lui faire servir ses propres objectifs de guerre contre la Russie.

C'est dans les environs de Delbatsevo que l'avion MH-17 avait été abattu et les forces spéciales militaires de Kiev avaient attaqué et repris la région – ce qui leur avait permis de récupérer tous les débris de l'avion et en même temps d'évacuer les éventuelles preuves des responsables des tirs qui ont abattu l'avion. Delbatsevo est également une place importante pour les milices populaires du Donbass.

Mais le plus important dans cette récupération de la région, c'est que les bataillons de l'armée régulière

ukrainienne envoyés là n'ont pas voulu se battre et ont «voté avec leurs pieds» pour reprendre la célèbre phrase de Lénine en 1917, quand les soldats russes refusaient de continuer la guerre. L'Etat-major militaire de Kiev ne leur faisait déjà pas confiance et les faisait encadrer par la «garde nationale» créée par le gouvernement issu du coup d'état de Maidan et composée en grande partie des anciennes milices fascistes, à la fois policiers et militaires. Et quand Obama et les militaires américains parlent sur le besoin de fournir des armes plus lourdes à l'armée ukrainienne, ce n'est pas à l'armée régulière qu'ils pensent, mais bien à cette garde nationale fasciste et anti-russe à outrance.

Entretiens dans la république populaire du Donbass, la population compte ses milliers de morts et de maisons détruites, et fait la juste comparaison entre la situation de 2015 et sa résistance au nazisme et ses alliés ukrainiens de la guerre 40-45. Au travers des expressions de «nostalgie de l'époque soviétique» les gens expriment leur conscience aigüe que les «oligarques» ukrainiens et les capitalistes européens ou américains n'ont rien à faire de la démocratie, ni des revendications de la population ukrainienne, du nord au sud, mais qu'ils ont agi et continuent à agir uniquement pour défendre les intérêts économiques et politiques de leur petite clique de riches.

Claudine Pôlet

## La guerre c'est nous qui la payons !

L'Ukraine ce n'est pas seulement une guerre civile c'est un affrontement direct entre la Russie et l'OTAN. Une guerre directe aujourd'hui risquerait une défaite pour l'OTAN ou un anéantissement de l'humanité. L'embargo devrait affaiblir la Russie et pourtant l'affaiblissement économique se manifeste encore plus en Europe Occidentale.

L'embargo se traduit par l'interdiction de vendre à la Russie du matériel pour l'exploitation pétrolière et gazière

et des machines de précision, de construire des navires notamment des porte-hélicoptères, par la réduction, voire

même l'arrêt de l'achat du gaz, l'arrêt de la construction du gazoduc qui traverse la Mer Noire vers la Bulgarie, par le blocage des comptes bancaires de commerçants russes, le blocage des banques liées directement ou indirectement à la Russie ainsi que d'autres produits.

Les premiers gagnants sont les USA qui peuvent vendre leur gaz de schiste à l'Europe même plus cher. La Bulgarie espérait redresser son économie avec le gazoduc mais sous la pression de l'OTAN elle a dû stopper sa construction. La France ne livre pas le porte-hélicoptères et ne construit pas le second et devra mettre les ouvriers du chantier au chômage, il y a également l'abandon des commandes d'acier et de mécanique aux entreprises françaises, la perte sera de plus d'un milliard d'euro. L'Allemagne en subit les conséquences, de même que l'Italie.

La réponse de la Russie est d'établir un contre-embargo. La

Belgique le subit de plein fouet, elle perd pour plus de 185 millions d'euros uniquement avec l'arrêt des exportations de fruits, de viande de porcs et de bovins, cela provoquera des faillites ainsi qu'un gonflement du nombre de chômeurs. Déjà un abattoir en France a été déclaré en faillite et 500 travailleurs se retrouvent sur le pavé.

Pour l'ensemble de l'Union Européenne, la perte due aux embargos et contre embargo provoquera un déficit de plusieurs milliards d'euros. La balance des paiements s'aggrave avec la Russie. Les conséquences amplifient la crise économique et accroissent le chômage pour l'Union Européenne. L'OTAN n'est pas une bonne conseillère pour les aventures guerrières mais bien pour se tirer une balle dans le pied.

Marcel Poznanski

## Les Ukrainiens contre la mobilisation militaire imposée par Kiev

« Je m'appelle Victoria Shilova. Je suis leader du mouvement 'Antiguerre' et députée du Conseil régional de Dniepropetrovsk<sup>1</sup>.

Je veux dire à tous ceux qui ont engagé contre moi des poursuites pénales pour le 'sabotage' de la mobilisation, je confirme : moi, Victoria Shilova, et notre mouvement Antiguerre, nous sommes CONTRE la mobilisation, contre le massacre des populations civiles, nous ne voulons pas que des soldats ukrainiens continuent à mourir, contre tout ce chaos et l'arbitraire sans limite, contre cette effusion de sang qui se déchaînent voilà déjà plusieurs mois sur le territoire de ma chère mère-patrie.

Je voudrais vous poser une question : si vous considérez que la mobilisation est légitime, pourquoi alors l'état de guerre ou l'état d'urgence ne sont-ils pas déclarés comme l'exigent la Constitution et la législation ukrainiennes ? (...) Pourquoi à ce jour l'état de guerre n'a pas été déclaré ? Je vais vous dire pourquoi : parce qu'ils perdront tout crédit, et parce que ceux qui sont aujourd'hui au pouvoir seront officiellement désignés comme criminels de guerre. Notre mouvement et nos sympathisants dénoncent depuis longtemps le fait que le pouvoir [en Ukraine] est aux mains des criminels de guerre. Et je suis convaincue que ce pouvoir se retrouvera sur le banc des accusés.

Après la boucherie sanglante dans le Donbass, cette guerre fratricide qu'ils ont déclenchée, il ne peut en être autrement. C'est ainsi [sur le banc des accusés] que se terminera leur parcours politique. La mobilisation est illégale. Elle n'est pas seulement illégale, elle est également anticonstitutionnelle et criminelle. (...)

Aujourd'hui c'est la loi de la jungle qui règne en Ukraine. Ce nouveau partage du pouvoir a plongé l'Ukraine dans un bain de sang. Les pouvoirs en place savent parfaitement que s'il n'y a plus de guerre, ils disparaîtront en moins de deux semaines. En ce moment même des bataillons montent sur Kiev, mais l'armée ne veut plus faire la guerre, non pas parce qu'elle est moralement abattue, mais parce qu'elle ne veut pas combattre son propre peuple. (...)

Le pouvoir actuel en Ukraine s'appelle « oligarcat ». L'oligarcat assassin s'est emparé du pouvoir en Ukraine. C'est pourquoi, je confirme, je suis contre la mobilisation, je suis pour la vie, pour l'Ukraine, pour le peuple ukrainien, peu importe où il vit. Quant aux [personnes au] pouvoir, elles seront reconnues coupables de crimes de guerre, et se retrouveront sur le banc des accusés de la Cour pénale internationale de La Haye. Nous en serons témoins.»

Extrait de la vidéo «Les Ukrainiens résistent»  
(ReseauVoltaire 11 février 2015)

[https://www.youtube.com/watch?feature=player\\_embedded&v=qpoPIFNiYIg#t=0](https://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=qpoPIFNiYIg#t=0)

<sup>1</sup> Dniepropetrovsk, 3e ville d'Ukraine, située au centre du pays.

## Les incendiaires crient au feu

La guerre qui se propage en Libye fauche de plus en plus de victimes non seulement sur terre mais aussi en mer : de nombreux désespérés, qui tentent la traversée de la Méditerranée, se noient. « Du fond de la mer ils nous demandent où est notre humanité », écrit Pier Luigi Bersani. Il devrait avant tout se demander où est la sienne, d'humanité, et avec elle sa capacité éthique et politique, quand, le 18 mars 2011, à la veille de la guerre USA/Otan contre la Libye, en habit de secrétaire du Pd (Partito democratico), il s'exclamait « à la bonne heure », en soulignant que « l'Article 11 de la Constitution répudie la guerre, non l'usage de la force pour des raisons de justice ».

Enrico Letta, qui avec Bersani en appelle aujourd'hui au sens humanitaire, devrait se souvenir du 25 mars 2011 quand, en habit de vice-secrétaire du Pd, il déclarait « Va-t-en-guerre est celui qui est contre l'intervention internationale en Libye et sûrement pas nous qui sommes des bâtisseurs de paix ». Une « gauche » qui dissimulait les véritables raisons -économiques, politiques et stratégiques- de la guerre, en soutenant par la bouche de Massimo d'Alema (déjà expert en « guerre humanitaire » en Yougoslavie) qu' « en Libye il y avait déjà la guerre, menée par Kadhafi contre le peuple insurgé, un massacre qui devait être stoppé » (22 mars 2011). Substantiellement sur la même ligne aussi le secrétaire du Prc (Partito della rifondazione comunista) Paolo Ferrero qui, le 24 février 2011 alors que la guerre avait commencé, accusait Berlusconi d'avoir mis « des jours pour condamner les violences de Kadhafi » en affirmant qu'il fallait « démonter le plus vite possible le régime libyen ». Le même jour, des jeunes « communistes » du Prc, avec des « démocrates » du Pd, prenaient d'assaut à Rome l'ambassade de Tripoli, brûlant le drapeau de la république libyenne et hissant celui du roi Idriss (celui qui flotte aujourd'hui à Syrte occupée par les djihadistes, comme l'a montré le TG 1 – téléjournal de la première chaîne- il y a trois jours). Une « gauche » qui doublait la droite, en poussant à la guerre le gouvernement Berlusconi, au départ réticent (pour des raisons d'intérêt) mais immédiatement après piétinant cyniquement le Traité de non-agression et participant à l'attaque avec des bases et forces aéronavales.

En sept mois, l'aviation USA/Otan compris effectuait 10mille missions d'attaque, avec plus de 40mille bombes et missiles, pendant qu'étaient infiltrées en Libye des forces spéciales, dont des milliers de commandos qataris, et simultanément étaient financés et armés des groupes islamistes définis jusque peu de temps auparavant comme terroristes. Parmi lesquels ceux qui, passés en Syrie pour renverser le gouvernement de Damas, ont fondé l'EI (Etat

islamique) puis envahi l'Irak. Ainsi s'est désagrégé l'Etat libyen, en provoquant l'exode forcé -et par conséquence l'hécatombe en Méditerranée- des immigrés africains qui avaient trouvé du travail dans ce pays.

On a ainsi provoqué une guerre intérieure entre secteurs tribaux et religieux, qui se battent pour le contrôle des champs pétrolifères et des villes côtières, aujourd'hui principalement aux mains de formations adhérant à l'EI. Le ministre des Affaires étrangères du gouvernement Renzi, Paolo Gentiloni, après avoir rappelé que « abattre Kadhafi était une cause sacro-sainte », lance l'alarme parce que « l'Italie est menacée par la situation en Libye, à 200 miles marins de distance ». Il annonce donc que jeudi il s'adressera au parlement pour l'éventuelle participation italienne à une intervention militaire internationale « dans un cadre Onu ». En d'autres termes, à une seconde guerre en Libye présentée comme « maintien de la paix », comme l'avait déjà demandé Obama à Letta en juin 2013, soutenue par Pinotti (ministre de la Défense) et approuvée par Berlusconi.

Nous revoilà à la croisée des chemins : quelle position vont prendre ceux qui travaillent pour créer une nouvelle gauche et, en son sein, l'unité des communistes ?

**Manlio Dinucci ,traduit de l'italien par M.A. Patrizio**

**Publié le mardi 17 février 2015 dans *Il manifesto***

# Un protégé de l'OTAN à la tête de l'Etat islamique

A la demande du procureur général d'Égypte, Interpol a diffusé, dans le courant de février 2015, une note accusant le Libyen Abdelhakim Belhadj d'être le chef de la filiale maghrébine l'État islamique (Daesh), organisation qui tente de profiter du chaos en Libye pour conquérir de nouveaux territoires.

Belhadj est loin d'être un inconnu des services secrets occidentaux et de leur bras armé, l'OTAN. Sa carrière pose de nombreuses questions sur les liens troubles qui ont uni, et probablement, unissent toujours ces derniers aux milieux islamistes les plus violents et autres djihadistes.

Dans les années '80, Belhadj combat les Soviétiques en Afghanistan, probablement recruté par le réseau de Ben Laden, soutenu par l'Arabie saoudite, le Pakistan et la CIA. Revenu en Libye, il participe à la fondation du Groupe islamique combattant en Libye (GICL), dont il deviendra un de ses « émirs », et tente, à quatre reprises entre 1995 et 1998, d'assassiner Mouammar Kadhafi, pour le compte du MI6 britannique, le service extérieur de sa Gracieuse Majesté. Il se réfugie ensuite auprès de Ben Laden, en Afghanistan, jusqu'à ce que les attentats de septembre 2001 aux Etats-Unis, revendiqués par Al-Qaïda, le forcent à fuir à travers divers pays. Il est arrêté en mars 2004 en Malaisie, transféré et torturé dans une prison secrète de la CIA en Thaïlande, puis rapatrié de force en Libye, où il est à nouveau torturé, mais sous la supervision de ses anciens amis du MI6 cette fois. Selon le Premier ministre espagnol, Aznar, il aurait été impliqué dans les attentats de Madrid, survenus quelques jours après son arrestation.

Sous la promesse de renoncer à la lutte armée, Belhadj quitte en mars 2010 les geôles libyennes, en compagnie de près de 200 autres islamistes, et prend le chemin du Qatar. Une année plus tard, il est de retour pour participer à l'insurrection qui secoue son pays. Après la chute de Tripoli, il est nommé gouverneur militaire de la capitale, sur proposition de l'OTAN, qui n'a pas encore cessé de pilonner le pays. Accordant de nombreuses interviews à la presse occidentale, qui le décrit souvent comme un « ancien djihadiste » devenu « combattant de la liberté », parfois même comme un « modéré », il fait l'éloge de la France, mais porte plainte contre la Grande-Bretagne à laquelle il ne pardonne pas le traitement que lui a infligé le MI6.

La même année, il se rend en Syrie, pour combattre au sein de l'Armée syrienne libre, la faction choyée par le camp occidental pour déstabiliser le pays. De retour en Libye,

il tente de se lancer dans la politique en créant son parti, le Hizb al-Watan. Mais, si le soutien financier, d'origine qatarie, est abondant, le soutien populaire fait défaut, et Abdelhakim n'est pas élu aux élections constituintes de juillet 2012. Malgré cet échec, il consolide son pouvoir à Tripoli et demeure, aux yeux des Occidentaux au moins, un partenaire-clé, puisqu'il est reçu au Quai d'Orsay, le ministère français des Affaires étrangères, quelques semaines avant les élections législatives de juin 2014.

Après ces élections, il se joint à la coalition de milices islamistes et tribales, Fajr Libya, qui n'en reconnaît pas les résultats et s'empare de l'ouest du pays. Depuis, de violents combats opposent Fajr Libya aux forces dites « loyales » du gouvernement issu des dernières élections et siégeant à Tobrouk, à l'extrême-est de la Libye.

La situation devient encore plus chaotique au début 2015 lorsqu'une faction, se réclamant de l'Etat islamique, fait scission de Fajr Libya et se met à combattre ses anciens alliés, notamment à Syrte. Elle se fait connaître du grand public en décapitant 21 Égyptiens, coupables d'être de rite copte, et espère manifestement engranger financement, armes et combattants en capitalisant sur la sinistre renommée du « commandement central », qui contrôle de vastes territoires en Syrie et en Irak. C'est donc cette nouvelle faction que dirigerait, selon la justice égyptienne, Abdelhakim Belhadj.

La barbarie de l'Etat islamique et les attentats qu'il perpète en Occident risquent-ils de mettre fin à cette alliance ? A en croire les allégations délus, de l'armée et des services secrets irakiens, cela ne semble pas à l'ordre du jour. En effet, depuis plusieurs mois, il est question de parachutages d'armes par des avions britanniques et étatsuniens à destination de l'Etat islamique. A une reprise, près de Kobane, en Syrie, les Etats-Unis ont reconnu un tel parachutage, mais qu'ils auraient commis « par erreur ».

Quoi qu'il en soit, la carrière d'Abdelhakim Belhadj, de l'Afghanistan à la Libye, avec un crochet par la Syrie, est l'illustration vivante de l'alliance tumultueuse entre

les tenants de l'« ingérence humanitaire » occidentale et les djihadistes, nouée il y a plus de trente ans. Il n'y a guère qu'en Bosnie-Herzégovine, où l'OTAN et les Etats-Unis avaient facilité l'envoi de milliers de moudjahidines d'Al-Qaida pendant la guerre civile, où Belhadj ne semble n'avoir jamais mis les pieds. La Bosnie qui est devenue aujourd'hui le principal contributeur européen,

relativement à sa population, en mercenaires combattant au sein de l'Etat islamique...

Georges Berghezan

## Libye, la guerre juste de la Belgique ?

**La guerre commence toujours par des mensonges. Celle-ci à laquelle participe notre pays n'échappe pas à la règle. Le premier mensonge est le plus important à faire passer. Dans ce cas, on nous a dit et répété que Kadhafi a bombardé des gens qui manifestaient pacifiquement, qu'il a massacré son propre peuple. La guerre aurait empêché un génocide du peuple libyen par Kadhafi.**

Quelle que soit la folie, ou le caractère criminel réel ou supposé de Kadhafi et de son 'régime', le fait indéniable est que le gouvernement libyen s'est trouvé rapidement confronté à une insurrection armée, et comme on a pu le constater au fur et à mesure du déroulement de cette guerre, à une rébellion relativement bien armée. On a refusé de voir de très simples faits, qu'il s'agit ici de gens qui ont pris par les armes le pouvoir dans certaines villes.

Quelles que soient les raisons de cette rébellion, c'est en tout cas un mensonge fondamental de la présenter comme le «peuple libyen désarmé» massacré par un tyran fou. C'est bien plutôt d'une guerre civile qu'il s'agit. Si le bombardement de rebelles armés constitue un crime contre l'humanité ou un génocide il faut alors commencer par inculper le Secrétaire général de l'Otan, nos ministres de la défense successifs, et tous les chefs d'Etat de pays de l'Otan : Ils ne font que cela en Afghanistan et en Irak depuis dix ans.

Nos dirigeants ne cessent de répéter qu'ils se «mobilisent en faveur de la population libyenne persécutée par Kadhafi», mais quel droit a l'autoproclamée Communauté Internationale de définir qui est «la population libyenne» ? Si le régime Kadhafi est vraiment fou et criminel, comment les représentants de la rébellion armée, parmi lesquels d'anciens ministres de Kadhafi, seraient-ils exempts de ce caractère fou et criminel ? A Tripoli, à Syrte, les gens soutiennent Kadhafi, ne feraient-ils donc pas partie de «la population libyenne» et est-ce pour cela que l'Otan les bombarde ?

### Le complexe de Srebrenica

M. Leterme a affirmé que l'intervention de la coalition internationale avait permis d'éviter un bain de sang à Benghazi : «Sans cela, nous nous serions retrouvé avec un complexe de Srebrenica». Par contre, Il y a des massacres qui ne nous laissent aucun complexe. Tels ceux qui se sont produits en Irak, occasionnant des millions de morts par un savant dosage de «sanctions» et de bombardements en cours depuis vingt ans, provoqué par ceux qui se proclament les protecteurs du peuple libyen. Tels ceux commis à Gaza et au Liban par nos meilleurs alliés dans la région. Tels ceux qu'on laissé faire au Congo, par certains de nos autres meilleurs alliés de cette région.

En Libye, personne ne s'est inquiété outre mesure du «nettoyage» de Benghazi par les «bons», dont on a de faibles échos, tels les lynchages de noirs ou de supposés «kadhafistes». Personne ne s'inquiète du bain de sang probable que serait la 'libération' des villes de la tribu de Kadhafi, comme ce qui s'est produit en Côte d'Ivoire lors de l'avancée des forces de Ouatara. Pas de résolution pour protéger ce peuple-là ?

### Des négociations sabotées

Dans une guerre civile les massacres sont commis de part et d'autre. Si on désire vraiment les arrêter, on doit tout faire pour favoriser les initiatives de paix. C'est juste le contraire que fait l'Otan, en soutenant un camp contre un autre, et en les incitant à rejeter toute proposition de conciliation. L'intervention occidentale exacerbe le conflit, multiplie le nombre de morts et de désastres

humains, et rend toute solution politique impossible. Les initiatives de paix de l'Union africaine et des pays latino-américains de l'ALBA ont été sciemment ignorées, voire sabotées.

### **Des bombardements pour protéger la population ?**

«Des responsables occidentaux assurent que l'Otan ne prend pour cibles que des objectifs militaires». Depuis la guerre du Kosovo, nous savons ce que représente une cible militaire légitime pour l'Otan. Des informations commencent à filtrer de bombardement d'infrastructures de télécommunication et de radio/télédiffusion dans plusieurs villes libyennes. L'Otan a bombardé le palais présidentiel, des bâtiments officiels, diverses infrastructures civiles... La définition de cible militaire légitime est extrêmement extensible, et tout ce qui ne rentrera pas dedans est baptisé «dommage collatéral». La réalité pourrait plutôt être que, comme en Yougoslavie en 1999, l'Otan cherche à plonger la population bombardée dans la détresse et la terreur, dans l'espoir de miner son soutien aux autorités libyennes. Dans d'autres circonstances, on appellerait cela du terrorisme.

### **La farce de la «légalité» internationale**

L'Otan prétend agir pour appliquer une résolution des Nations Unies. Mais quoi qu'on pense de l'ONU et de cette résolution 1973 en particulier, celle-ci demande en tout premier lieu un cessez-le feu immédiat, un dialogue, un règlement pacifique à la crise. La résolution des Nations Unies est prétendument destinée à «protéger les civils», pas du tout pour soutenir des rebelles contre un gouvernement pas plus illégitime que son opposition armée. En soutenant ouvertement des groupes armés qui clament que la seule solution est militaire, et qui rejettent toute autre issue que l'anéantissement de l'adversaire,

l'Otan et la Belgique n'appliquent pas cette résolution, mais ils sont bien plutôt en train de la violer.

La même chose pourrait être dite de la précédente résolution, la 1970, celle imposant un embargo sur les armes, allègrement violée par l'Egypte et plusieurs pays occidentaux alimentant en armes et munitions la rébellion.

### **Mobilisons-nous contre cette guerre**

La nature de cette «intervention» ne diffère pas fondamentalement de l'agression contre l'Irak. Le méchant Saddam a été remplacé par le méchant Kadhafi, l'un et l'autre jugés indignes d'alimenter en pétrole le vertueux Occident. Outre l'arrivée de néo-cons agressifs au pouvoir à Paris et à Londres, la différence fondamentale, c'est le bel emballage humanitaire. Cela a suffi pour faire fondre l'immense mobilisation contre la guerre de 2003. Aujourd'hui, un mois après l'entrée en guerre de la Belgique, le Mouvement de la Paix est étrangement absent et silencieux.

De l'Irak à la Libye, en passant par l'Afghanistan : il n'existe pas, il n'a jamais existé de «guerre humanitaire». Il n'existe que des guerres pour des intérêts, généralement d'ordre économique et géostratégique..

Quoi qu'on pense des réalisations et des méthodes de Kadhafi, certains points devraient être clairs et sans discussion dans le mouvement de la paix : la guerre n'a jamais été une solution, et, compte tenu de son histoire et de sa nature, le seul rôle positif possible des pays de l'Otan dans ce conflit ne peut être que l'abstention totale.

**Communiqué publié par le CSO le 1er mai 2011**

---

## **Appel aux lecteurs de ALERTE OTAN ! Abonnez-vous ! Soutenez-nous !**

Votre aide financière est notre seul soutien pour continuer à publier et diffuser notre Bulletin trimestriel. Nous comptons sur vous pour apporter votre contribution pour l'année 2015 et nous remercions de tout coeur tous ceux et celles qui l'ont déjà fait.

Versement à effectuer au compte CSOTAN – IBAN BE74 0682 4474 9114

## L'échec cinglant de 13 ans de guerre\*

Depuis l'investiture de Barack Obama et son « discours à la nation » du 1er décembre 2009 où il appelait à « finir le boulot » en Afghanistan, le 31 décembre 2014 a communément été admis comme la date de la fin de l'engagement de l'OTAN en Afghanistan. L'Afghanistan retrouvera alors sa pleine souveraineté et les forces de sécurité afghanes seront chargées de maintenir l'ordre sur le territoire.

Vraiment ? Non. Une nouvelle mission de l'OTAN appelée « Resolute Support » naîtra dès le lendemain. Environ 13.000 soldats de l'Alliance y prendront part dont environ 100 militaires belges. Chroniques d'un échec.

### Missions non accomplies

Initialement, l'intervention militaire américaine « Enduring Freedom » qui a débuté trois semaines après les attentats du 11 septembre 2001 était déliée de la mission de l'OTAN en Afghanistan, laquelle a débuté en décembre 2001. Peu à peu, pourtant, les deux missions se sont confondues.

#### « Enduring freedom »

Cette mission a été annoncée par Georges W. Bush neuf jours après les attentats du 11 septembre et a débuté le 7 octobre 2001 par des bombardements massifs.

D'après les termes du président américain, l'objectif était de « faire la guerre à la terreur. (...) De frapper les camps d'entraînement terroriste et les installations militaires du régime des talibans. Ces actions minutieuses ont pour objectif de perturber l'utilisation de l'Afghanistan comme base d'actions terroristes, et d'anéantir les capacités militaires du régime taliban. La destruction des camps et la perturbation des communications rendront plus complexes les tâches du réseau de la terreur d'entraîner de nouvelles recrues et de coordonner leurs plans maléfiques.»

Le régime des talibans est renversé deux mois après le début de l'intervention, le 17 décembre 2001 après des affrontements violents ayant entraîné la mort de quelque 3800 civils. Ce renversement ne marquera pas la fin de l'intervention militaire, bien au contraire. Depuis la chute rapide du régime des talibans, une guerre de guérilla s'est installée sur tout le territoire qui a officiellement justifié l'envoi de plus en plus

massif de soldats étrangers sur le terrain. [...]

En 2009, malgré l'intensification des attentats à caractère terroriste en Afghanistan et dans les pays frontaliers, Barack Obama poursuit cette stratégie inefficace et annonce un envoi massif de soldats américains afin de « finir le boulot » tout en tentant de « conquérir le cœur et les esprits des afghans ».

Pour justifier cette recrudescence, Obama prolonge l'argumentaire de son prédécesseur, 8 ans après les attentats du 11 septembre, en y ajoutant une laconique « défense des intérêts permanents des États-Unis » : « Cette région se situe au cœur de l'extrémisme violent et mondial poursuivi par Al-Qaïda, et c'est à partir d'elle que nous avons été attaqués le 11 septembre 2001. (...) Nous empêcherons les talibans de retransformer l'Afghanistan en une terre d'asile à partir de laquelle des terroristes étrangers pourront nous frapper ou frapper nos alliés. (...) Nous déploierons des forces en Afghanistan rapidement et tirerons parti de ces ressources supplémentaires pour créer les conditions favorables à une réduction des forces de combat à partir de l'été 2011, tout en maintenant un partenariat avec l'Afghanistan et avec le Pakistan afin de protéger nos intérêts permanents dans cette région. »

#### La mission de « reconstruction » de l'OTAN

Cette mission intitulée « Force internationale d'assistance et de sécurité » (FIAS) découle de la Résolution 1386 des Nations-Unies et a été votée à l'unanimité des membres du Conseil de sécurité le 20 décembre 2001, trois jours après l'annonce officielle de la chute des talibans.

D'après les termes de la Résolution 1386, la mission de l'OTAN devait être circonscrite à la région de Kaboul. Originellement, cette force internationale est créée pour une période de six mois sous le commandement de la Grande-Bretagne. Deux autres Résolutions du

Conseil de Sécurité prolongeront cette mission d'un an.

Le 13 octobre 2003, la Résolution 1510 du Conseil de sécurité autorise l'élargissement du cadre de la Résolution 1386 à l'ensemble du territoire afghan et accepte la demande de l'OTAN de prendre cette mission élargie en charge.

Petit à petit et malgré les objectifs antagonistes des deux missions, les opérations de la FIAS et l'opération *enduring freedom* se confondront totalement, sous le commandement unique des États-Unis à partir de 2009.

La force internationale a compté jusqu'à 150.000 hommes (dont 100.000 Américains). Il en reste 41.124 d'ici à la fin officielle de l'engagement, dont 28.124 Américains et 160 Belges. La Belgique a ainsi été partie prenante d'une stratégie d'occupation militaire. Le résultat est finalement négatif et il en résulte un gaspillage massif d'argent qui aurait pu être alloué dans des postes réellement contributeurs de la sécurité et de la reconstruction. De 2001 à 2013, cette guerre aura coûté 755 milliards de dollars aux États-Unis et 3.476 soldats étrangers, dont 2.350 Américains, y sont morts.

L'Alliance laisse derrière elle un pays dévasté et plongé dans l'incertitude avec le risque d'une nouvelle guerre civile. L'armée afghane censée prendre la relève est insuffisamment formée et équipée. Les talibans ont gagné du terrain et se retrouvent renforcés ; au point que des négociations ont été mises sur pied avec les Américains en 2011 ; ce que les alliés s'étaient toujours refusé à faire depuis le début de la guerre.

### **La participation belge à la FIAS**

Elle a évolué avec le temps, variant d'un contingent de 620 soldats belges jusqu'en 2009 à une centaine aujourd'hui. La plupart des soldats belges étaient affectés à la sécurité de l'aéroport de Kaboul jusqu'en 2012. À cela s'ajoute une participation belge à des missions de reconstruction, de déminage et de formation à Kunduz et Mazar-e-Shariff et, surtout, le déploiement de 6 avions de chasse F-16 dans la région de Kandahar jusqu'au 3 octobre dernier. Ces derniers participant à la guerre contre les talibans, dévolue normalement à l'opération « *Enduring freedom* ». Au total, la participation de la Belgique à la guerre en Afghanistan aura coûté 1,4 milliard d'Euro. 218 € pour chaque contribuable belge. Et deux militaires belges

y ont trouvé la mort. Le premier d'une méningite ; le second des suites d'un « accident » qui a eu lieu, selon les sources, tantôt au cours d'un « exercice sportif », tantôt lors d'un échange de tir accidentel avec un soldat allié.

### **Quels Résultats ?**

Malgré la débauche de moyens mis en œuvre, l'échec de la guerre en Afghanistan est avoué par les alliés. Aucun des objectifs des deux missions réunies ne sera atteint.

Elles ne sont tout d'abord pas parvenues à éradiquer le terrorisme en Afghanistan.

Le terrorisme n'est pas une idéologie. Il ne caractérise pas non plus un groupe ethnique ou la composante d'une société. Le terrorisme est une technique. Il est donc impossible de lui faire la guerre. La technique terroriste en Afghanistan, elle, continue à noircir hebdomadairement la liste des événements macabres. D'après l'UNAMA, cette technique est la première cause de pertes civiles (36%), dont le nombre n'a fait qu'augmenter ces dernières années. Ainsi, 2011 a été l'année la plus violente qu'ait connue l'Afghanistan, 10 ans après le début des deux missions militaires censées stabiliser et pacifier le pays. Dans le même temps, les foyers d'insurrection, eux, se sont multipliés aux quatre coins du monde.

Ensuite, elles ne sont pas parvenues à vaincre les talibans. Depuis 2006 particulièrement, les talibans (et de nombreux chefs de guerre avec lesquels ils ont noué des liens d'allégeance) contrôlent la majeure partie Sud de l'Afghanistan. Ils ont depuis continué leur avancée et revendiquent des attaques sur près de 72% du territoire, d'après les Nations-Unies.

Enfin, elles n'ont pas sécurisé le pays, si l'on s'en tient au décompte macabre des pertes civiles. Au contraire, force est de constater que la violence n'a fait qu'augmenter depuis le début de l'intervention. On peut d'ailleurs cyniquement observer une augmentation parallèle entre l'insécurité dans le pays et le nombre de soldats étrangers présents. La carte ci-contre souligne exemplairement cet échec de la stratégie militaire.

En 2011, le nombre de civils tués estimé par l'ONU est de 9.759, dont 6.269 tués par les forces antigouvernementales et 2.723 par la coalition, à quoi il conviendrait de rajouter entre 6.300 et 23.600 civils morts directement, ou indirectement, du fait

de la guerre (déplacements de population et à la famine causée par l'arrêt de l'approvisionnement en nourriture, par exemple). En 2012, le rapport annuel sur la protection des civils dans les conflits armés fait état de 3.021 pertes civiles.

En 2013, l'UNAMA parle de 3.133 civils tués. Parmi ces victimes, notons que le nombre de femmes et de filles tuées ou blessées en 2013 a augmenté de 20%. Durant la première moitié de 2014, le nombre de victimes a augmenté de 24 %, 1.564 civils ont ainsi été tués et 3.289 blessés du 1er janvier au 30 juin.

### Un pays pauvre malgré la débauche de dépenses

Comme le soulignent les différentes résolutions des Nations-Unies, une stratégie de stabilisation et de pacification passe nécessairement par un redressement économique du pays.

L'Afghanistan est l'un des pays les plus pauvres du monde. Avec un indice de développement humain de 0.374, il se situe à la 175<sup>e</sup> place sur 186 pays . Le constat est amer : aucune progression significative au niveau du développement. Le PIB par habitant ne dépasse pas 680 dollars par an. Le Fonds international de développement agricole (FIDA) estime que près de 40% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté et que 20% d'entre elle se situe juste au-dessus et risque de basculer sous ce seuil. Une grande partie de la population continue à souffrir du manque de logement, de l'accès limité à l'eau potable, à l'électricité, aux soins médicaux et à l'emploi.

Depuis 2001, l'aide internationale a injecté plus de 10 milliards de dollars dans l'économie afghane. L'aide publique au développement y représente 42,4% du PIB. Un centième de ce qui y a été dépensé par les alliés pour financer l'effort de guerre.

En théorie, l'économie afghane nous est pourtant présentée comme dynamique, puisque le taux de croissance atteint 9 à 10% par an. Cependant, il s'agit d'une économie artificielle, alimentée à la fois par l'aide internationale et la guerre . L'échec des plans de reconstruction est à mettre en relation avec les failles de l'aide internationale. La répartition globale des sommes est, d'une part, destinée à la reconstruction des forces de sécurité et d'autre part, théoriquement, à l'aide au développement, dans un contexte de corruption institutionnalisée. La militarisation de l'aide engendre ce déséquilibre sérieux entre les ressources accordées aux opérations militaires et

celles accordées au développement.

L'économie de guerre renforce également la culture du pavot, cultivé en monoculture dans des parties de plus en plus importantes du pays. Le trafic des stupéfiants et la production de drogues représentent un problème essentiel en raison de ses impacts sur l'économie, l'agriculture et le développement. Ce problème prend source dans l'instabilité et crée, parallèlement, de l'insécurité et toujours davantage d'instabilité. La production d'opium en Afghanistan en 2011 a dépassé 60% de la production mondiale, selon les chiffres de l'ONU.

### Après 2014, pour faire quoi?

En septembre 2014, l'accord bilatéral de sécurité (BSA) entre Washington et Kaboul a été signé le lendemain de l'élection du nouveau président Ashraf Ghani et en dépit de l'opposition des talibans. Il s'agit de maintenir environ 9.800 soldats américains sur le sol afghan et ce jusque fin 2016, officiellement afin de renforcer les forces afghanes et de poursuivre la « mission antiterroriste » contre ce qu'il reste d'Al-Qaïda ; mais aussi, et peut-être surtout, pour continuer à veiller sur ce qu'Obama nomme « les intérêts permanents » des pays de l'Alliance dans la région. La fixation du contingent militaire en Afghanistan post 2014, apparaît en effet comme un prétexte pour établir une force de frappe militaire permanente avec une série de bases aériennes fixes. Un intérêt clairement stratégique, permettant d'être présent autour de la Russie, de la Chine et de l'Iran et de renforcer le contrôle de certaines voies d'acheminement des ressources énergétiques.

La nouvelle mission de l'OTAN resserrée sur l'entraînement, le conseil et le soutien, baptisée « Resolute Support », devrait compter quelque 2.700 autres soldats étrangers, (dont 135 militaires belges maximum). Remarquons que cette présence belge sur le terrain n'a fait l'objet d'aucun débat public et politique.

Par ailleurs, les forces afghanes feront encore l'objet d'un financement à hauteur de 5 milliards de dollars, dont 3,2 milliards à la charge de Washington et 1,3 à la charge de la « communauté internationale ». En Belgique, il est envisageable que le budget de 15 millions d'euros prévu par an soit pioché dans celui de la coopération au développement...

L'échec de la stratégie militaire en Afghanistan est

avéré et avoué. Pourtant, la fuite en avant continue à être le modus operandi des alliés de l'OTAN qui justifient encore leur présence comme un mal nécessaire. La Belgique doit cesser sa participation à cette entreprise que tous les indicateurs nous poussent à qualifier de destructrice. Elle doit, au contraire, réorienter ses efforts vers une politique de coopération nourrissant la reconstruction concrète et véritable du pays.

Si l'objectif poursuivi est réellement celui de pacifier et de stabiliser l'Afghanistan, il faut exiger l'abandon de la mission « resolute support » et son remplacement par une solution politique de sortie de crise, sous l'égide des Nations unies en réactivant les pourparlers de paix avec toutes les acteurs locaux qui désirent

collaborer à la restauration de la souveraineté de l'Afghanistan et au développement réel et non faussé du pays, dans l'intérêt du peuple Afghan. Ce que l'on aurait dû faire il y a 13 ans de cela, toutes ces années de guerre et d'exacerbation de la violence en moins.

**Dorothee Sudan et Samuel Legros (CNAPD)**

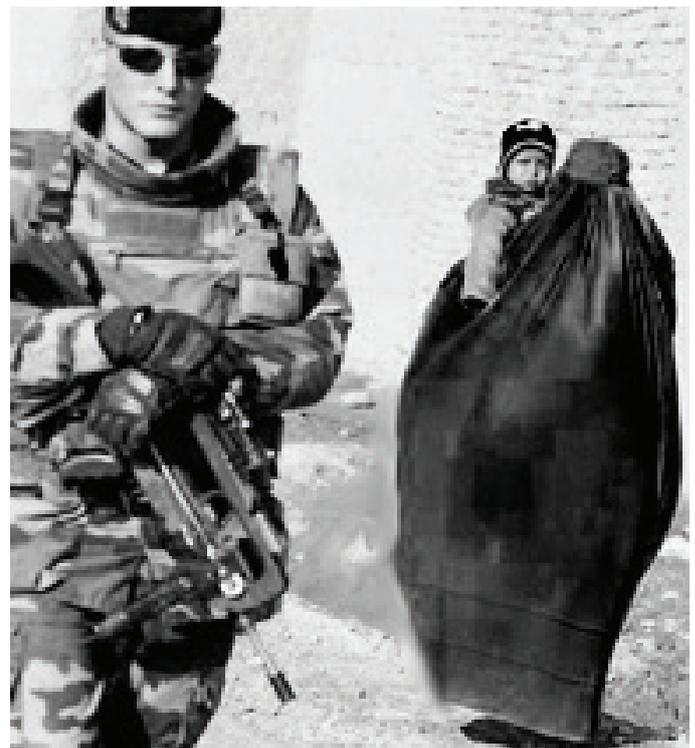
*Décembre 2014*

\* La version intégrale de cet article se trouve sur le site de la CNAPD, ainsi que dans la revue « Démocratie » n°12, décembre 2014

Afghanistan 2003



Afghanistan 2015



### Ont contribué à la réalisation de ce numéro

Claudine Pôlet • Cnapd • Dorothee Sudan • Georges Berghezan • Lore Van de Velde • Macha Piérart  
• Manlio Dinucci • Marcel Poznanski • Marie-Ange Patrizio • René Andersen • Samuel Legros •  
Victoria Shilova • Voltaire.net